



Royaume des Pays-Bas

Etablissement de la situation de reference du Projet « engaging young people in Preventing and countering radicalization and violent Extremism in Burkina Faso through media and information literacy (mil) »

Termes de référence

Décembre 2020

Rue Gandaogo, quartier Zogona, Ouagadougou, Burkina Faso

Tél : 51 51 60 40, Email : contact.educommunicafrik@gmail.com

Facebook : [educommunic.afrik](https://www.facebook.com/educommunic.afrik) - Twitter: [@educommunic](https://twitter.com/educommunic)

Table des matières

Résumé du projet	2
I. Présentation de EducommunicAfrik.....	3
II. Contexte et justification de l'étude	3
III. Objectif de l'étude et mandat du prestataire.....	4
IV. Questions de l'étude.....	5
V. Résultats attendus.....	6
VI. Approche méthodologie.....	6
VII. Zones d'étude et durée de la mission.....	7
VIII. Livrables	7
IX. Qualification spécifique et compétences requises.....	7
X. Soumission des offres.....	8
XI. Annulation/arrêt de réception des offres	9
XII. Critère de notation	9
Annexe : Cadre de résultats	11

Résumé du projet

Titre du projet	Engagement des jeunes dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent au Burkina Faso à travers l'éducation aux médias et à l'information (EMI)
Nom de l'organisation	EducommunicAfrik , Rue Gandaogo, quartier Zogona, Ouagadougou, Burkina Faso Tél : (+226) 51516040 ; Courriel : contact.educommunicafrik@gmail.com Facebook : educommunic.afrik - Twitter : @educommunic
Public cible	Jeunes et adolescents du Burkina Faso, en particulier ceux entre 15 et 35 ans de quatre (04) régions du Burkina Faso
Zones d'intervention du projet	Quatre (04) régions du Burkina Faso à savoir : la Région du Centre-Nord, la Région de l'Est, la Région du Nord et celle du Sahel.
Objectif Global du projet	Contribuer à renforcer la résilience des communautés pour rejeter, prévenir et contrer la radicalisation afin de parvenir à la paix et à la cohésion sociale dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso
Impact	D'ici 2022, les jeunes auront de meilleures connaissances, compétences et soutien pour lutter contre l'extrémisme violent au sein de leurs communautés et développer spontanément des initiatives visant à réduire le nombre de conflits
Effet 1 : Les bénéficiaires ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences sur l'EMI pour la prévention de l'extrémisme violent et la désinformation au sein de leurs communautés et sur les médias sociaux	
Extrant 1.1	Les jeunes sont formés à l'EMI
Extrant 1.2	Les capacités des volontaires locaux sur la communication sociale, le plaidoyer, la gestion des conflits et les sujets connexes sont améliorées
Extrant 1.3	Sensibilisation au PVE / CVE grâce à une campagne numérique et médiatique
Effet 2 : Plus d'initiatives locales dirigées par des jeunes émergent pour un changement social positif	
Extrant 2.1	Les capacités des bénéficiaires à mettre en œuvre leurs propres actions en matière de PVE ont été renforcées
Extrant 2.2	Les meilleurs porteurs d'initiatives locales de jeunesse sont reconnus et récompensés
Effet 3 : Le lobbying et le plaidoyer favorisent l'engagement des jeunes en faveur de la PVE / CVE	
Extrant 3.1	Les jeunes, les décideurs et les chefs communautaires / religieux ont amélioré leur collaboration grâce à des cadres de consultation communautaires
Extrant 3.2	Les jeunes ont plus d'opportunités de réseautage et de plaidoyer lors de plateformes d'échange régionales et internationales
MONTANT DU PROJET	498 005 EUROS soit 326 669 700 FCFA
DURÉE DU PROJET	24mois (Novembre 2020-Novembre 2022)

I. Présentation de EducommunicAfrik

EducommunicAfrik est une Organisation créée en 2012 dont la mission principale est de promouvoir « l'éducation aux médias et à l'information » (EMI) pour l'autonomisation et le développement durable des peuples et des individus. Il est clair qu'EducommunicAfrik développe des initiatives EMI visant à renforcer les capacités des jeunes, adolescents et enfants (12 à 35 ans) des villes et des zones rurales du Burkina Faso dans l'analyse du contenu médiatique et dans l'utilisation efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour leur participation active et positive au processus de développement local.

EducommunicAfrik est membre du Conseil Economique, Social et Culturel (ECOSOCC) de l'Union africaine depuis mars 2017 mais aussi de l'Alliance mondiale des partenaires de l'éducation aux médias et à l'information (GAPMIL) ainsi que de l'Alliance mondiale genre et médias (GAMAG), qui sont toutes deux des initiatives de l'UNESCO.

II. Contexte et justification de l'étude

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à des remous sociaux avec une récurrence d'incidents sécuritaires, de tensions sociales, de conflits inter et intracommunautaires et d'autres formes d'intolérance généralisée. Cette situation, qui constitue une menace pour la paix et la cohésion sociale, remet en cause les acquis et les efforts de développement local. Les régions les plus touchées sont celles du Centre Nord, du Nord, de l'Est et du Sahel. Les jeunes (déjà considérés comme groupe vulnérable) sont particulièrement touchés et la violence, sous toutes ses formes, est devenue pour eux un moyen d'expression.

Par ailleurs, les facteurs d'attraction à la radicalisation des jeunes mettent en évidence des problèmes cruciaux. L'un des facteurs majeurs réside dans le manque d'éducation des jeunes dans le traitement des informations relatives à l'extrémisme violent, en particulier les informations qu'ils reçoivent via les médias et sur Internet. On peut ajouter à cela l'absence de confiance et de collaboration entre les jeunes et les dirigeants politiques pour lutter contre la violence et ses causes. Cela se traduit non seulement par une perte de confiance des jeunes envers la justice, les forces de sécurité et les autorités locales, mais aussi par un manque d'initiatives et d'implication de ces jeunes dans les politiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. De plus, les jeunes reçoivent de plus en plus de fausses informations et des messages pleins de haine et de violence qu'ils contribuent à diffuser et à propager.

Au regard de la situation qui se dégrade de plus en plus et à la faveur d'un appel à manifestation d'intérêt pour la promotion de la paix et la cohésion sociale lancé par l'ambassade du royaume des Pays-Bas, EducommunicAfrik (ECA) a reçu un financement pour mettre en œuvre le « projet Engagement des jeunes dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent au Burkina Faso à travers l'éducation aux médias et à l'information (EMI) », dans les 04 régions les plus touchées par les problèmes sécuritaires au Burkina Faso. L'objectif principal du projet est de contribuer à renforcer la résilience des communautés pour rejeter, prévenir et contrer la radicalisation afin de parvenir à la paix et à la cohésion sociale dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso.

En prélude à la mise en œuvre des activités dudit projet, il est prévu l'établissement de la situation de référence devant servir à l'évaluation de l'impact de l'intervention dans les 04 régions concernées, conformément au plan de mise en œuvre du projet. C'est dans ce sens que EducommunicAfrik recherche un (e) consultant (e) individuel qualifié (e) ou Bureau d'étude pour mener ladite étude de référence.

Ces présents termes de références (TDRs) sont élaborés pour définir les conditions de réalisation de cette consultation.

III. Objectif de l'étude et mandat du prestataire

L'objectif global de cette étude est d'établir une situation de référence détaillée en déterminant des valeurs (qualitatives et quantitatives) de référence pour les indicateurs d'effets et de résultats conformément au cadre de résultats du projet. Cette situation de référence permettra d'établir le point de départ des différents indicateurs (situation avant) afin d'être utilisé pour comparer les situations pendant et après la mise en œuvre du projet. Cela permettra également d'apprécier qualitativement la contribution du projet dans le renforcement de la résilience des communautés pour rejeter, prévenir et contrer la radicalisation afin de parvenir à la paix et à la cohésion sociale dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord.

Par ailleurs, le consultant (e) ou bureau d'étude chargé de l'étude partira du cadre de résultats (voir annexe) du document projet, qui contient essentiellement des indicateurs liés aux changements que le projet se propose de faciliter, mais proposera aussi, au besoin, quelques indicateurs suggérant des améliorations quantitatives par rapport à la situation existante. Le consultant (e) ou bureau d'étude devra proposer les moyens pratiques de mesurer ces améliorations. Il ne sera pas tenu de se référer seulement aux indicateurs du cadre de

résultats, mais veillera à ne pas multiplier à l'excès le nombre des indicateurs, autrement que pour des raisons techniques de recueil et d'analyse de données.

Compte tenu du fait que ces directives proposées ne sont pas exhaustives, le prestataire pourra selon ses sensibilités, intégrer d'autres aspects qui auront une plus-value dans le renforcement de la contribution positive des jeunes dans la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme mais aussi contre les violations des droits humains des femmes et des filles. Pour ce faire, il pourrait déjà l'intégrer dans son offre technique.

IV. Questions de l'étude

Le prestataire devra collecter des informations sur la valeur des principaux indicateurs qui permettront d'évaluer les avancées après la mise en œuvre du projet. L'étude de référence devra permettre de répondre aux questions suivantes :

- Quelle est la valeur de référence des indicateurs existant du projet et des nouveaux indicateurs appropriés pour ce projet ?
- Quel dispositif opérationnel de suivi évaluation pour le projet ?
- Quels sont les mécanismes existant de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ?
- Quels sont les acteurs (jeunes) les plus importants au niveau local qui pourraient être associés à la mise en œuvre du projet ?
- Quelle est la place de la femme dans les mécanismes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans les zones d'intervention ?
- Quel est l'état des lieux des violences faites aux femmes et aux jeunes filles dans le contexte d'extrémisme violent et de radicalisation ?
- Quelle est la proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans les zones d'intervention ?
- Quelles opportunités de consolidation de la paix et la cohésion sociale le projet pourrait contribuer à travers l'éducation aux médias et à l'information ?
- Quelles seraient les risques majeurs que le projet ne prévoit pas et qui pourraient peser sur sa mise en œuvre ?
- La stratégie de mise en œuvre du projet pourrait-elle permettre d'atteindre les résultats visés ?
- Quelles sont les opportunités d'apprentissage que la mise en œuvre du projet peut valoriser ?
- Quelles recommandations pertinentes pour une bonne mise en œuvre des activités ?

V. Résultats attendus

Le rapport final de l'étude fournira :

- Une liste d'indicateurs et leur valeur de référence, permettant de mesurer facilement les effets et résultats du projet sur la gestion, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Cette liste devrait clairement distinguer ces indicateurs du cadre de résultats qui ont été retenus sans changement, ceux qui ont été améliorés et ceux qui sont nouvellement proposés par le consultant ou le bureau d'étude après la mission de terrain ;
- Un dispositif opérationnel de suivi évaluation ;
- Les mécanismes existant de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ;
- Une liste des acteurs (jeunes) les plus importants au niveau local qui pourraient être associés à la mise en œuvre du projet ;
- La place qu'occupe la femme dans les mécanismes existants de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation dans les zones d'intervention ;
- L'état des lieux des violences faites aux femmes et aux jeunes filles dans le contexte d'extrémisme violent et de radicalisation ;
- Les opportunités de consolidation de la paix et la cohésion sociale auxquelles le projet pourrait contribuer à travers l'éducation aux médias et à l'information ;
- Les risques majeurs que le projet ne prévoit pas et qui pourraient peser sur sa mise en œuvre ;
- Des commentaires sur la stratégie de mise en œuvre du projet pour permettre d'atteindre les résultats visés ;
- Une analyse qualitative des résultats de l'étude ;
- Des recommandations pertinentes pour une bonne mise en œuvre du projet de façon générale et pour une implication efficace de la femme de façon spécifique.

VI. Approche méthodologie

Le consultant (e) ou le bureau d'étude chargé de l'étude proposera ses propres méthodes et techniques pour répondre à l'objectif de l'étude et partagera avec l'équipe du projet les critères d'échantillonnage et l'échantillon qu'il aura arrêté. Il devra néanmoins prévoir une collecte de données qualitatives à travers l'organisation de focus groupes et d'entrevues semi dirigées avec les jeunes et associations de jeunes ainsi que des entretiens avec des personnes

ressources sur les questions de gestion et de prévention des conflits ainsi que la promotion de la cohésion sociale.

VII. Zones d'étude et durée de la mission

L'étude de référence concerne les jeunes et les femmes issus des régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso.

La durée totale du mandat est de 20 jours calendaire. Les 20 jours incluent le temps de voyage jusqu'aux zones d'intervention du projet ainsi que les activités de préparation et d'analyse de la documentation, de la préparation des enquêtes terrains, des interviews et de la rédaction du rapport.

Le plan de travail sera proposé par le/la consultant (e) ou le bureau d'étude. Ce plan fera l'objet de validation par l'équipe de EducommunicAfrik conformément au plan de travail de l'étude de référence élaboré à cet effet.

Par ailleurs, le dépouillement des offres est prévu du 11 au 12 Janvier 2020 et le démarrage des activités de cette mission est prévu dès la signature des contrats le 13 Janvier 2020.

VIII. Livrables

Aux termes de cette étude, les livrables suivants sont attendus :

- Les outils de collecte de données validés ;
- Un rapport provisoire en version numérique est soumis au plus tard trois jours après la fin de l'étude pour examen à l'occasion d'une rencontre de restitution et prend en compte le contenu de la mission, les objectifs de l'étude et les résultats attendus ;
- Un rapport définitif en deux exemplaires et en version numérique est déposé au plus tard une semaine après la rencontre de restitution et prend en compte les recommandations et les observations de la rencontre de restitution.

IX. Qualification spécifique et compétences requises

Les consultants proposés par le consultant (e) ou le bureau d'étude doivent répondre aux exigences de compétences suivantes :

- Un diplôme d'études supérieures bac + 5 ou l'équivalent par expérience en gestion de projet, sciences sociales, développement communautaire, prévention et gestion des conflits, ou dans tout autre diplôme équivalent.

- Une expérience pertinente d'au moins 3 ans d'expériences dans la conduite d'études similaires ;
- Une expérience avérée dans l'analyse et le traitement de données quantitatives et qualitatives sensibles au genre et aux notions de paix et de cohésion sociale ;
- Des connaissances et expériences requises dans les notions de prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ;
- Une bonne connaissance du contexte de paix et de cohésion sociale au Burkina Faso ;
- Une capacité à produire un travail de qualité dans des délais courts ;
- Une capacité à faire preuve de discernement dans les tâches assignées et à travailler sous pression dans le respect des délais ;
- Une excellente capacité en matière de communication et de rédaction de rapport de qualité ;
- Une bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Une maîtrise des zones d'intervention du projet serait un acquis.

X. Soumission des offres

Les candidat(e)s sont invité(e)s à soumettre des propositions en réponse à la présente demande en se référant au contenu de l'offre technique et financière. Les candidat(e)s ne pourront ni impliquer ni tenir pour responsable EducommunicAfrik ou un de ses employés dans la préparation et la soumission de leurs propositions. De même EducommunicAfrik n'engagera ni ne remboursera aucune dépense liée à la préparation de la proposition.

Les candidats devront fournir les documents suivants :

- **Les documents administratifs de reconnaissance légale de la structure et une attestation de situation fiscale (ASF) ;**
- **Une Proposition technique avec les sections détaillées suivantes :**
 - ✓ Une Lettre de soumission avec le nom et les contacts du candidat, le nom complet du représentant légal pour les bureaux d'études ;
 - ✓ Compréhension des termes de référence ;
 - ✓ L'approche méthodologique ;
 - ✓ Plan de travail : Chronogramme des activités qui inclut les dates spécifiques des activités, le personnel responsable, et une présentation prévue des livrables ;
 - ✓ La preuve des expériences similaires déjà exécutées : une brève description des prestations passées d'un travail similaire mis en œuvre aussi bien que les contacts des structures avec lesquelles ces travaux ont été réalisés ;

- ✓ Les Curriculum vitae du personnel clé.
- **Une proposition financière sur la base d'un montant forfaitaire incluant :**
 - ✓ Les Honoraires en homme par jour
 - ✓ Les Frais de déplacement ;
 - ✓ Frais de communication
 - ✓ Autres frais.

Par ailleurs, les candidats doivent soumettre leurs offres par voie électronique uniquement à l'adresse suivante : contact.educommunicafrik@gmail.com et copie à k.arouna@educommunicafrik.com et d.nina@educommunicafrik.com avec pour objet « **Offre pour l'étude de référence PVE/CVE** » au plus tard le **Vendredi 08 Janvier 2021 à 17h 00.**

Sur accord des deux parties, un contrat de prestation de service sera signé entre le prestataire et EducommunicAfrik, définissant les conditions de travail, les engagements et les procédures de EducommunicAfrik et ceux conformément au budget alloué pour cette rubrique dans le budget.

Dès réception des offres technique et financière, une rencontre de cadrage sera organisée en vue d'harmoniser les points de vue et s'accorder sur les stratégies de mise en œuvre.

XI. Annulation/arrêt de réception des offres

EducommunicAfrik se réserve le droit d'annuler la procédure d'appel d'offres à tout moment, avant l'attribution du marché sans, de ce fait encourir une responsabilité vis-à-vis du ou des soumissionnaires affectés, ni être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision.

NB : Ces TDR sont sujets à modifications en ce qui concerne les résultats, activités, livrables et délais après consultation avec l'équipe de prestataire sélectionné. Par ailleurs, ECA se réserve le droit de ne donner suite soit partiellement ou entièrement à la présente offre.

XII. Critère de notation

Le consultant ou le bureau d'étude sera sélectionné sur la base du rapport qualité /coût. Les offres seront évaluées sur la base des critères suivants : L'expérience des prestataires, la méthodologie du travail proposée, le planning d'exécution, l'offre financière et toute autre information d'une grande valeur ajoutée.

La commission mise en place dépouillera les offres et les évaluera sur la base des critères suivants :

Offre Technique :

- Preuve d'expériences similaires = 40 points
- Méthodologie de travail proposée (pertinence, cohérence et planning) = 30 points
- Total = 70 points maximum


Seules les offres techniques ayant obtenues une note supérieure ou égale à 40 points verront leur offre financière examinée. La commission se donne le droit de contacter les références fournies et d'invalider un dossier en cas d'information falsifiée ou de doute lié à l'expérience.

Offre Financière :

La proposition financière le moins disant (Fm) recevra 30 points et les autres calculer en fonction de cette offre soit $(30 * Fm / \text{Offre à évaluer})$.

Les propositions seront ensuite classées en fonction de leur somme combinée sur un total de cent (100) points selon la formule suivante :

$S = X$ points offre technique + Y point de l'offre financière.

 **Pour toutes informations complémentaires, contacter les numéros suivants 70 40 83 76 / 73 07 44 76 aux heures ouvrables de service ou par mail : d.nina@educommunicafric.com ou k.arouna@educommunicafric.com .**

Annexe : Cadre de résultats

Codes indicateur	Indicateurs	Cibles	Source et moyen de vérification	Hypothèses
Impact	Impact : D'ici 2022, les jeunes auront de meilleures connaissances, compétences et soutien pour lutter contre l'extrémisme violent au sein de leurs communautés et développer spontanément des initiatives visant à réduire le nombre de conflits.			
0.0.1	Pourcentage de bénéficiaires qui expriment leur conviction d'une diminution des conflits et de l'extrémisme dans leur région	80%	Enquête finale ; Statistiques nationales	
Outcome 1	Effet 1 : Les bénéficiaires ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences sur l'EMI pour la prévention de l'extrémisme violent et la désinformation au sein de leurs communautés et sur les médias sociaux			
Ind 1.0.1	Pourcentage de bénéficiaires qui pensent que la formation était pertinente	90%	Formulaires d'évaluation des ateliers ; Enquête finale	Les bénéficiaires mettent en pratique les connaissances et compétences acquises
Ind 1.0.2	Pourcentage de bénéficiaires qui pensent avoir amélioré leurs connaissances et leurs compétences pour lutter efficacement contre la désinformation et les messages violents	90%	Formulaires d'évaluation des ateliers ; Enquête finale	Les bénéficiaires mettent en pratique les connaissances et compétences acquises
Output 1.1	Extrant 1.1 : Les jeunes sont formés en EMI			
Ind 1.1.1	Nombre de personnes formées	300	Rapports d'ateliers ; Listes de présence	Les jeunes sont intéressés et passionnés par les sujets de formation
Output 1.2	Extrant 1.2 : Les capacités des volontaires locaux sur la communication sociale, le plaidoyer, la gestion des conflits et les sujets connexes sont améliorées			
Ind 1.2.1	Les capacités des volontaires locaux en matière de communication sociale, de plaidoyer, de dynamique d'équipe sont améliorées	16	Rapports d'ateliers ; Listes de présence	Les volontaires locaux sont bien identifiés avec le bon profil
Output 1.3	Extrant 1.3 : Sensibilisation au PVE / CVE grâce à une campagne numérique et médiatique			

Codes indicateur	Indicateurs	Cibles	Source et moyen de vérification	Hypothèses
Ind 1.3.1	Nombre de personnes touchées	100 000	Statistiques des pages de médias sociaux ; Audience des radios	Les bénéficiaires ont accès aux canaux numériques ou médiatiques
Outcome 2	Effet 2 : Plus d'initiatives locales dirigées par des jeunes émergent pour un changement social positif			
Ind 2.0.1	Nombre de plan d'activités mensuel mis en œuvre avec succès par chaque équipe de volontaires locaux	12	Plans et rapports d'équipe ; Sondage en ligne	Les jeunes acteurs du changement ne sont pas victimes de représailles
Ind 2.0.2	Taux de perception des initiatives plus profondes menées par les jeunes locaux pour lutter contre l'extrémisme violent	80%	Plans et rapports d'équipe ; Sondage en ligne	Les jeunes acteurs du changement ne sont pas victimes de représailles
Output 2.1	Extrant 2.1: Les capacités des bénéficiaires à mettre en œuvre leurs propres actions en matière de PVE ont été renforcées			
Ind 2.1.1	Pourcentage de la subvention de douze mois accordés aux volontaires locaux	100%	Rapport financier	Les jeunes bénéficient d'un soutien pour mettre en œuvre des actions de lutte contre l'extrémisme violent
Output 2.2	Extrant 2.2: Les meilleurs porteurs d'initiatives locales de jeunesse sont reconnus et récompensés			
Ind 2.2.1	Nombre de participants en compétition	100	Rapport de compétition	
Outcome 3	Effet 3 : Le lobbying et le plaidoyer favorisent l'engagement des jeunes en faveur de la PVE / CVE			
Ind 3.0.1	Nombre de communes qui s'engagent à intégrer la participation des jeunes au PVE dans le Plan de Développement Communal (CDP)	8	Rapports de réunions ; Déclarations officielles ; CDP Enquête finale	Les décideurs adoptent et mènent des politiques efficaces pour associer les jeunes à la lutte contre l'extrémisme violent

Codes indicateur	Indicateurs	Cibles	Source et moyen de vérification	Hypothèses
Ind 3.0.3	Taux de satisfaction des jeunes, des responsables politiques et locaux sur les politiques permettant une meilleure participation et engagement des jeunes	80%	Rapports de réunions ; Déclarations officielles ; CDP, Enquête finale	Les décideurs adoptent et mènent des politiques efficaces pour associer les jeunes à la lutte contre l'extrémisme violent
Output 3.1	Extrant 3.1 : Les acteurs des systèmes de marchés ciblés collectent et partagent, au sein des cadres de concertation régionaux, des informations sur les contraintes et opportunités de développement de l'entrepreneuriat agricole, notamment pour les jeunes et les femmes			
Ind 3.1.1	Nombre de cadres de consultations permanents mis en place	8	Rapports d'activités ; Observation sur place	Les jeunes, les décideurs, les dirigeants communautaires et religieux se font confiance
Output 3.2	Extrant 3.2 Le paysage médiatique informe les populations rurales, notamment les jeunes et les femmes, et rend compte des opportunités et défis de l'entrepreneuriat agricole au Burkina Faso			
Ind 3.2.1	Nombre de volontaires locaux qui participent aux réunions nationales et internationales et aux visites inter-équipes	16	Rapports de voyages et de réunions ; Document de plaidoyer	Les voix des jeunes sont prises en considération par les décideurs, les dirigeants communautaires et religieux
Ind 3.2.2	Nombre de documents de plaidoyer produits à travers des consultations et des partenariats	1	Rapports de voyages et de réunions ; Document de plaidoyer	Les voix des jeunes sont prises en considération par les décideurs, les dirigeants communautaires et religieux